

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2013)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Armées professionnelles : les défis de l'équilibre  
**Autor:** Dumas, Benoit  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-514821>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Alexandre Vautravers et Benoît Dumas, à l'issue de la conférence du 4 mars 2013. Une bonne entrée en matière pour la votation du 22 septembre prochain.

*Politique de sécurité*

## Armées professionnelles : Les défis de l'équilibre

**Maj Benoît Dumas**

Rédacteur adjoint, RMS+

**L**e 4 mars 2013, la Société fribourgeoise des officiers avait le plaisir de recevoir dans le cadre de sa conférence annuelle de printemps le Lt col Alexandre Vautravers, rédacteur en Chef de la RMS, pour un exposé sur la suppression de l'obligation de servir dans le monde. Force est de constater que, loin des grands idéaux, les pays ayant opté pour la suppression du service militaire obligatoire affrontent de nombreux problèmes touchant aussi bien leur capacité de défense que le financement de leur armée.

Un constat pour commencer: des pays qui entourent la Suisse, seule l'Autriche possède encore une armée composée de conscrits. La plupart des pays européens ont abandonné le système de conscription militaire ces 20 dernières années pour passer à des armées professionnelles. Pourtant, la conscription n'est pas un modèle dépassé puisque les Autrichiens ont récemment encore affirmé leur volonté de maintenir le service militaire pour tous.

En réalité, ce modèle séduit encore de très nombreuses armées dans le monde. En effet, le maintien d'une armée de conscrits répond à de nombreux critères. A commencer par le contexte des pays concernés, qui peut être d'ordre culturel, organisationnel ou politique. Comment fonctionne la sécurité de certains pays comme les USA? a-t-on affaire à un système uniquement composé de volontaires ou ces derniers sont-ils fortement appuyés par des professionnels, voire des mercenaires?

Vient ensuite la réflexion sur la réalité budgétaire de la sécurité et du modèle choisi pour la garantir. Enfin, l'environnement stratégique et opérationnel, qui répond lui-même à des exigences et défis bien particuliers.

### Le monde est-il meilleur?

Avant d'entrer dans la présentation de quelques exemples concrets d'armées ayant abandonné la conscription, il est utile de porter un bref regard sur les conflits des temps présents.

La fin de la Seconde Guerre mondiale n'a pas marqué la fin des conflits armés sur notre planète. Bien au contraire:

depuis la dernière cartouche tirée en 1945, le monde a connu une moyenne de 16 conflits armés simultanés sur sa surface. Si le monde n'est pas devenu meilleur, c'est la nature des conflits qui a changé. Le nombre des conflits impliquant plusieurs nations a diminué et on assiste à une augmentation des affrontements internes. La conséquence de cette tendance se voit sur la durée des conflits, qui s'est allongée au point que 30 % des conflits recensés depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale ont duré plus de 30 ans. On imagine quelles peuvent être les conséquences sur la population des pays concernés, dont certaines générations n'ont jamais connu la paix.

Un autre facteur important explique la nature des conflits d'aujourd'hui: l'augmentation du nombre de pays. Depuis les années 1960, avec l'éclatement progressif des colonies du monde d'avant 1945, le nombre de pays souverains dans le monde s'est multiplié par quatre. Or la volonté d'indépendance des anciens peuples colonisés est génératrice d'un nombre de tension proportionnellement relatif aux relations internationales que développent ces états nouveaux.

### Plus de tensions mais moins d'armements

On assiste aujourd'hui un recentrage des forces qui définit le type d'armée dont les pays ont besoin. Ainsi, le lieu commun qui voudrait que les conflits modernes soient courts, symétrique et technologiques résiste difficilement à sa confrontation avec la réalité du terrain. Car bon nombre de conflits contemporains sont longs, meurtrier, rustique et asymétriques.

Paradoxalement à la situation décrite plus haut, on assiste au niveau mondial à un désarmement relatif. Pourtant, cette politique n'est pas le fait d'une volonté de démilitarisation mais plutôt une conséquence reflétant la situation économique des états concernés: une défense solide coûte cher, surtout en matière d'armement nucléaire. Rien d'étonnant que les états cherchent à réduire les dépenses dans ce domaine.

Le frein aux dépenses liées à l'armement a des con-

séquences directes sur la structure même des armées. Pour rester sur des exemples européens, plusieurs pays ayant opté pour une armée professionnelle ont dû tailler lourdement dans leurs budgets d'armement pour trouver un équilibre. C'est notamment le cas de la Hollande et la Belgique, qui ont purement et simplement abandonné leurs formations de chars dont ils ont vendu ce qui leur restait. C'est ainsi que les pays d'Afrique du Nord ont pu acquérir à bon compte des éléments d'armements provenant de pays européens incapable de les conserver.

### La situation en Europe

On peut difficilement soutenir que les pays européens pris individuellement constituent encore de véritables puissances militaires internationales. En réalité, l'Europe est un glacis stratégique de plusieurs puissances qui espèrent pouvoir s'appuyer les unes sur les autres. Comme expliqué plus haut, leurs dépenses militaires sont nettement à la baisse. Ainsi, la France et la Grande-Bretagne n'engagent plus que 2 % de leur PIB dans les dépenses militaires alors que les autres pays européens sont en dessous de ce chiffre. Au sein de l'OTAN, il n'y a guère plus que les Etats-Unis qui consacrent une part importante de leur budget aux questions militaires; le budget sécurité et défense des autres états de l'OTAN ne présente plus de véritable différence entre le temps de paix et le temps de guerre.

Ailleurs dans le monde, les budgets militaires sont également à la baisse. Ainsi, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les réorganisations politiques engendrent des baisses budgétaires qui touchent également les investissements militaires. Seules exceptions: le Brésil, l'Inde, la Russie et la Chine, qui sont plutôt dans une phase d'augmentation de leurs dépenses militaires. Ces pays s'équipent, se forment et se professionnalisent. L'exemple de la Chine est très parlant lorsqu'on sait que ce pays est celui qui a engagé le plus de casques bleus dans le monde en 2012.

### Quelques pays ayant renoncé à la conscription obligatoire

Avec l'éclairage des considérations ci-dessous, revenons à la situation de quelques pays ayant renoncé à la conscription obligatoire.

On cite parfois les Etats-Unis comme un exemple de fonctionnement des milices volontaires qui pourraient être intéressant pour la Suisse. Pourtant, des détails d'importances portent à relativiser ce point de vue.

La tradition des volontaires aux USA existe depuis la guerre d'Indépendance et a longtemps constitué une culture militaire chez les Américains. Tous les soldats de la Première Guerre mondiale étaient par exemple des volontaires. La donne a changé dans les années 60 avec la guerre du Vietnam. Les Trente glorieuses ayant apporté un changement de perception de l'engagement militaire dans l'opinion publique, le recrutement de volontaires ne suffisait plus à assurer les effectifs nécessaires à la politique américaine en Asie du Sud-Est. On passa donc à la conscription obligatoire, qui bouleversa le paysage de la guerre et contribua sans doute à la défaite américaine

en 1975. La conscription fut abandonnée et la politique militaire internationale des Etats-Unis ne s'appuie plus aujourd'hui que sur des engagés volontaires, largement recrutés dans d'autres pays.

Actuellement, les forces américaines se composent de quatre éléments: l'armée d'active, composé de volontaires, la Garde nationale, dont il faut savoir qu'elle est composée pour moitié de professionnels et dont le reste des volontaires accomplissent en moyenne 55 à 58 jours de services par an. La réserve de son côté est composée de certaines unités dont la mise en mobilisation répond besoins militaires situationnels. Enfin, Home security regroupe tous les services s'occupant de la guerre électronique et du transport aérien hélicoptère. Les militaires de ces unités sont mobilisés selon le besoin opérationnel.

Du côté de l'Europe, la Belgique est un cas intéressant. Etat neutre, le pays a toujours travaillé en coopération avec l'OTAN depuis 1945. Avec la professionnalisation de son armée, la Belgique traverse une situation militaire délicate. Les forces aériennes ont été supprimées ainsi que la marine pour des raisons budgétaires. D'autre part, l'abandon de la conscription a généré de gros problèmes de recrutement. A l'heure actuelle, les troupes combattantes sont composées à plus de 50 % d'officiers issus de l'ancienne armée de conscrits. Afin de dynamiser son recrutement, la Belgique a dû augmenter les salaires des militaires; ils sont ainsi payés 35 % de plus que les policiers. Ces salaires sont majorés en cas d'engagement.

L'observation des pays abordés lors de cette conférence appelle quelques remarques en conclusion. Tout d'abord, il est illusoire de croire que les conflits dans le monde sont en baisse. La configuration de ces affrontements a changé, et inscrit maintenant les affrontements dans la durée, avec des moyens plus simples et des fronts moins marqués. Parallèlement à cette évolution, on assiste dans la majorité des pays européens à la professionnalisation des armées en même temps qu'une baisse paradoxale des budgets militaires. En conséquence, les états doivent souvent faire un choix cornélien entre l'équipement et le personnel. Aujourd'hui, les armées composées de professionnels rencontrent des problèmes d'équilibres budgétaires. Ainsi, la majorité des dépenses (73 % pour la Belgique par exemple) concernent les salaires. Ce déséquilibre budgétaire entraîne des problèmes d'équipement matériel, avec comme conséquence directe un abandon partiel ou total de certaines compétences militaires, entraînant à son tour des répercussions sur le savoir-faire technique et l'économie des pays, pour ne pas dire sa souveraineté. Le plancher critique et rapidement atteint. Ainsi, la Hollande a dû passer contrat avec l'Allemagne pour la sécurité de son propre territoire.

Pour terminer, il convient de poser une réflexion sur une conséquence indirecte de l'abandon du service militaire obligatoire. Les armées professionnelles, généralement engagées à l'étranger car trop souvent désœuvrées à l'intérieur de leur pays ont tendance à se couper de la population; il en résulte des problèmes de communication et de cohésion nationale. La Suisse pluriculturelle peut-elle prendre ce risque ?